

CIBLE

Luttes

Vous avez vu le dernier sondage qui montre que Truc est passé derrière Machin ? Vous avez noté la millième promesse du candidat sortant ? Tout cela est tellement fascinant que les médias négligent de nous informer de ce qui se passe chez nos voisins.

Elle est pourtant bien intéressante, cette grève des employés de la fonction publique qui a eu lieu en Allemagne le 19 mars, en prélude à d'autres mouvements sociaux.

Elle est pourtant bien intéressante, la grève générale qui a eu lieu au Portugal le 22 mars dans de nombreux services publics touchés par les mesures d'austérité.

Elle est pourtant bien intéressante, la grève générale du 29 mars en Espagne, qui fait suite à de précédents mouvements de masse et qui en annonce d'autres. Et celle qui se prépare en Italie ne l'est pas moins !

En France, les deux principaux candidats font comme si la crise de l'euro était terminée, comme si les mesures d'austérité devaient, chez nous, être acceptées sans mot dire. Illusion. Le temps suspendu des campagnes électorales ne fait que retarder de quelques mois les échéances.

GÉOPOLITIQUE

Défendre l'Asie centrale

Affaires

**Le jeu
du Qatar**

p. 4

NAR

**Notre 31^e
Congrès**

p. 10-11

Effet de sidération

L'assassinat de trois militaires et de quatre personnes dont trois enfants dans un collège juif de Toulouse a déclenché une hystérie médiatique qui répondait exactement au but recherché par Mohamed Merah.

Qu'il s'agisse de tueurs en série ou de terroristes politiques, l'objectif est toujours le même : se placer au centre du monde en donnant la mort. Mais pour parvenir à ses fins, le criminel a besoin que l'opinion soit avertie. Le tueur en série jouit de savoir qu'il sème la terreur dans tout un public fasciné. Le terroriste veut que l'opinion prenne sa cause au sérieux et se retourne contre le pouvoir politique qui n'a pas été capable d'éviter le bain de sang. Le pire, pour le tueur en série, c'est que tout se déroule entre lui et la police, dans une sorte d'huis clos privant son geste de sa portée réelle. Le pire, pour le terroriste, c'est que les médias ne fassent pas suffisamment écho à son message sanglant.

Les médias et le terroriste - ou le tueur maladif - forment un couple maudit. Comme les directeurs de l'opinion publique ne sont pas des imbéciles, ils ont conscience de cet état

de fait. Ils devraient donc traiter avec mesure ces manifestations extrêmes d'une pathologie ou d'une conviction.

Tel n'était pas le cas face aux tueries de Montauban et de Toulouse. Tel n'est jamais le cas. Après l'attentat dans l'école, les médias se sont empressés de mettre en scène l'horreur à grands coups d'adjectifs et d'y installer le public tandis que les candidats en campagne tentaient de trouver les paroles dignes : dénonciation de la barbarie, compassion pour les familles, appel à la vigilance contre l'extrémisme. Bien entendu, les médias se mettent au service du public pour informer minute par minute ! Et les principaux candidats jurent qu'ils ne songent pas une seconde à récupérer le drame - d'où la décision prise par certains de suspendre leur campagne ! Quelques jours de recul permettent de percevoir à jour les stratégies.

La suspension de la campagne du chef de l'UMP, du

candidat socialiste et du Front national permet à... Nicolas Sarkozy de monopoliser la parole. Le candidat qui n'a jamais été un vrai président joue au président de la République et pense au moment où il redeviendra candidat. Du coup, il en fait trop : dans une école, il explique aux enfants qu'ils auraient pu être tués. Le **président protecteur** de la propagande se révèle agent pathogène jouant sur la peur.

Ses relais de presse en rajoutent et Ivan Rioufol se surpasse dans *Le Figaro* par un billet où il est question de « trois parachutistes d'origine musulmane (dont un de religion catholique) », d'un « Français d'origine algérienne », de la rencontre entre Hitler et le Grand Mufti (1). Des Français qualifiés ou disqualifiés en fonction de leur origine ethnique et de leur religion : voilà qui contredit les professions de foi républicaines qui, dans le même camp, sont répandues à foison.

Les médias, quant à eux, ont confondu une nouvelle fois le bavardage et l'information. Pendant les jours d'angoisse, avant la mort de Mohamed Merah, la radio et surtout la télévision ont créé un effet de sidération autour des attentats, saturé le champ médiatique de commentaires insipides sur des rumeurs présentées comme telles et de supputations sur l'absence d'événement pendant les longues heures du siège. De l'aveu d'un journaliste d'une chaîne d'information en continu, il s'agissait de tenir le public en haleine, de provoquer une addiction plus forte que celle de la chaîne concurrente car, sur fond compassionnel, les recettes publicitaires ont continué d'être engrangées.

Le tueur de Toulouse a eu ses jours de gloire avant de mourir. Les directeurs de l'opinion publique se félicitent du spectacle haletant qu'ils ont donné. Les deux candidats d'extrême droite vont alimenter les peurs grâce à un petit délinquant gravement déséquilibré qui n'a eu besoin de personne pour se fanatiser.

Notre souhait n'a donc aucune chance d'être exaucé : que la police fasse la critique de son opération et qu'on lui donne les moyens de mieux surveiller et de neutraliser préventivement les quelques dizaines de fanatiques plus ou moins cinglés qui sont aujourd'hui tentés de passer à l'acte pour être à leur tour sous les feux des projecteurs.

Annette DELRANCK

(1) <http://blog.lefigaro.fr/rioufol/2012/03/ceux-qui-ont-fabriqué-un-monst.html>

royaliste
BI-MENSUEL DIRECTEUR POLITIQUE BERTHAUD RENOUVIN

SOMMAIRE : p.2 : Effet de sidération - p.3 : Gauche de chez gauche - p.4 : Insidieuse prise de contrôle - p.5 : Moscou-Ankara - p.6/7 : La résistance juive - p.8 : La culture selon Nicolas - p.9 : Le cercle de Pouchkine - p.10/11 : 31^e Congrès de la NAR - p. 12 : Editorial : Défendre l'Asie centrale.

RÉDACTION-ADMINISTRATION
17, rue des Petits-Champs, 75001 Paris
Téléphone : 01.42.97.42.57
Télécopie : 01.42.96.99.20
Dir. publication : Yvan AUMONT
Com. paritaire 0514 G 84801
ISSN 0151-5772

Bulletin d'abonnement

Nom/Prénom :

Adresse :

Profession : Date de naissance :

Adresse internet :

souscrit un abonnement de :

trois mois (20 €) six mois (30 €) un an (47 €) soutien (100 €)

ROYALISTE, 17, rue des Petits-Champs, 75001 PARIS

Gauche de chez gauche

Il monte dans les sondages ! Il a rempli la place de la Bastille par un dimanche frisquet ! Jean-Luc Mélenchon, Méluche pour les intimes, crée la surprise dans la campagne. Mais pour quoi faire ?

Quand on est partisan de la monarchie parlementaire, on souhaite que les grandes traditions politiques du pays soient représentées à droite comme à gauche, afin que les citoyens aient une liberté de choix effective. Or depuis une trentaine d'année, nous avons assisté en France à un déséquilibre croissant, provoqué par le ralliement du Parti socialiste à l'idéologie du Marché et par le déclin du Parti communiste. Confinée dans les marges extraparlémentaires, l'extrême gauche anticapitaliste ne pouvait empêcher cette dérive. Quant aux Verts, ils représentaient une force d'appoint, prisonnière de l'alliance avec le Parti socialiste et complice de sa gestion.

La campagne de 2012 est en train de changer la donne. Candidat du *Front de gauche*, Jean-Luc Mélenchon fait une campagne dynamique qui rencontre manifestement un large écho : même si l'on se méfie des sondages, le succès grandissant de ce tribun remarquable est attesté par la manifestation du 18 mars sur la place de la Bastille. Au contraire, Éva Joly mène les Verts à la catastrophe... Le Parti socialiste va donc être obligé de revoir sa stratégie. Alors qu'il se préparait à s'allier aux législatives et à gouverner ensuite avec des écologistes malléables, le voici devant une organisation authentiquement politique - les Verts n'ont ja-

mais été rien d'autre qu'un groupe de pression animé par des ambitieux - et qui représente le socialisme démocratique français dans ses principales variantes. Grâce aux structures encore solides du Parti communiste et au talent de Jean-Luc Mélenchon - véritable **tribun de la plèbe** qui est, à bien des égards, l'héritier de Georges Marchais - le *Front de Gauche* peut s'installer durablement dans le paysage politique français.

Certes, tous les jeux ne sont pas faits mais il y a une chance pour que le *Front de Gauche* exerce une pression utile sur le Parti socialiste en l'aidant à se détacher de l'oligarchie. Il peut aussi ramener vers une gauche réellement socialiste des électeurs qui auraient voté pour Marine Le Pen en désespoir de cause. Ce facteur n'est pas à dédaigner, contrairement à ce que veulent nous faire croire les gens du *Monde* dénonçant deux formes du populisme. Fausse symétrie : Marine Le Pen travaille les fantasmes et excite les pulsions, Jean-Luc Mélenchon est un politique qui développe un projet rationnel.

Faut-il dès lors se jeter dans les bras de Méluche ? Ce serait inutile et fâcheux. Inutile parce que le candidat du *Front de Gauche* est un faux jacobin - un jacobin dans un gouvernement Jospin, quelle rigolade ! - et un vrai sectaire qui

refuse toute alliance avec des mouvements situés en dehors de la gauche. C'est le contraire d'un homme de rassemblement.

Mais il serait surtout fâcheux de donner son accord à un programme qui est aussi contestable pour ce qu'il dit que pour ce qu'il ne dit pas. Bien sûr, il y a des propositions tout à fait positives : lutte contre le travail précaire, plafonnement des hauts salaires, nationalisation du secteur de l'énergie, lutte contre l'évasion fiscale... Mais le programme économique ne tient pas la route : fédéraliste européen, Jean-Luc Mélenchon veut sauver l'euro en perte de vue sans vouloir comprendre le caractère destructeur de la monnaie unique et l'échec des organisations européennes.

Quant à la **VI^e République**, c'est effectivement le projet d'une gauche cohérente avec elle-même, fidèle à une conviction fortement enracinée dans son histoire et par conséquent radicalement hostile à la Constitution de la V^e République. C'est au nom d'une cohérence opposée que nous refusons la réduction à minima de la fonction présidentielle - le projet est flou sur ce point -, la suppression éventuelle du Sénat et l'élection de l'Assemblée nationale à la proportionnelle qui empêcherait de gouverner dans la durée.

Merci à Jean-Luc Mélenchon de nous donner l'occasion de rappeler que nous ne sommes pas des *royalistes de gauche* - à cause, justement, du projet institutionnel de la gauche.

Sylvie FERNOY

L'écho des blogs

Les désordres à venir.

Un seul objectif guide les décisions de l'Eurogroupe, le sauvetage sous sa forme actuelle de la monnaie unique. Car des chocs violents sont attendus au travers des crises portugaise, espagnole, irlandaise ou italienne, voire d'autres pays... C'est pourquoi les décisions monétaires, sociales, politiques, mises en œuvre en Grèce ont valeur de leçon pour tous les pays de l'Eurogroupe.

Enfin l'ISDA, qui regroupe les 15 premières méga banques occidentales, faisant volte-face, a décidé de qualifier les abandons de créances obligataires grecques de défaut de paiement partiel activant le versement des primes d'assurance liées au CDS (*credit default swaps*).

Paul Jorion sur son blog (1) en tire l'enseignement suivant : « *Deux principes sont ainsi enfin reconnus : premièrement que le défaut sur la dette (non-versement des intérêts et/ou non-remboursement du principal) est une éventualité envisageable et que le coupon associé aux instruments de dette contient de fait une prime de risque tenant compte de cette éventualité ; deuxièmement que la prime de risque implicite au montant de la prime des CDS portant sur la dette souveraine est spéculatif et ne constitue donc pas un véritable indicateur du risque de défaut.* » Et de conclure « *Sur ce plan-là, le swap grec (l'échange d'obligations) aura permis de donner un coup d'arrêt au délitement de la zone euro ; l'avenir dira s'il ne s'agissait que d'une victoire à la Pyrrhus.* »

Un point de vue partagé par les analystes - très europhiles - sur le blog LEAP 2020 (2) « *Le duo Eurogroupe/BCE a fonctionné efficacement et les investisseurs privés auront dû accepter une décote allant jusqu'à 70 % de leurs avoirs grecs [...] In fine, les marchés se plient toujours à la loi du plus fort... et à la peur de perdre plus, quoiqu'en disent les théologiens de l'ultra-libéralisme. C'est une leçon que les dirigeants politiques vont précieusement garder en mémoire car il y a d'autres décotes à venir, aux États-Unis, au Japon et en Europe.* »

Effectivement d'autres pays frappent à la porte et nous savons maintenant que, fort de ce qui est perçu comme une victoire sur la spéculation, toutes les mesures appliquées à la Grèce, tant sociales que politiques, y seront mises en œuvre avec la même brutalité.

François ENNAT

(1) <http://www.pauljorion.com/blog/?p=35048>

(2) http://www.leap2020.eu/GEAB-N-63-est-disponible-Crise-systemique-globale-Les-cinq-origines-devastateurs-de-l-ete-2012-aucour-du-basculement_a9579.html

Insidieuse prise de contrôle

Depuis plusieurs années, on n'entend plus parler que du Qatar qui semble avoir jeté son dévolu sur la France. Ces acquisitions répétées ne sont sans doute pas terminées et posent un certain nombre de problèmes.

Le Qatar c'est petit mais puissant. Pas plus grand que deux départements français, l'un de ses micro-États issus de la décolonisation britannique de la péninsule arabique. Pour la population, un peu plus d'un million et demi d'habitants dont 80 % sont des étrangers. Cela ne change politiquement pas grand chose d'ailleurs puisque l'émirat est un État féodal dont la vie institutionnelle est marquée par plusieurs coups d'État depuis l'indépendance. Le tenant du pouvoir actuel, Cheikh Hamad, l'a pris de force à son père en 1995. C'est avec l'Arabie Saoudite le seul État wahhabite, autant dire que ses relations quasi incestueuses avec les fondamentalistes religieux n'ont rien d'un doux rêve. Au plan international, le Qatar mène une politique plutôt illisible, allant du soutien à Ahmadinejad aux relations secrètes avec Israël...

Ce long préambule serait de nulle utilité si cet État n'était assis sur des réserves d'hydrocarbures, gigantesques pour quelques années encore, et si ce n'était le pays qui, au monde, possède le revenu par habitant le plus élevé. Les Qataris ont une obsession : durer. Les revenus du pétrole ne seront pas éternels et passées les années d'opulence il faut déjà préparer la suite.

Pour cela l'émirat achète de l'influence. Partout dans le monde et singulièrement beaucoup en France. Politiquement, l'État a créé la chaîne Al Jazeera, diffusée partout sur la planète en multilingue. Al Jazeera a joué un rôle actif dans les mouvements *révolutionnaires* au Moyen Orient et aidé à propager des idées dont le peuple qatari ne profitera évidemment jamais. On peut y parler de tout *sauf* de la situation intérieure...

Mais le point le plus important n'est pas là. Via son fonds souverain, très richement doté, le pays met, en France, la main sur des pans entiers de nos sociétés avec au moins la bienveillance des autorités françaises. Notre pays semble avoir été choisi comme tête de pont de la présence qatarie en Europe. Cela a commencé en 2011 avec le rachat d'une partie des droits de retransmission de la Ligue 1 au profit de la chaîne qatari mais, au-delà, l'appétit de l'émirat va beaucoup plus loin.

Le fonds souverain s'est emparé de portions entières de grands groupes français tels Vivendi, Vinci, LVMH mais plus grave Areva et Lagardère. Pour les premiers, ce ne sont que des participations faibles, bien en deçà de ce qui est même utile pour

peser. C'est le dernier groupe qui fait aujourd'hui l'actualité puisqu'il y a quelques jours, le Qatar est monté à plus de 10 % de son capital. A priori pas de risque puisque Lagardère est une société en commandite et que le pouvoir d'Arnaud Lagardère ne peut que difficilement être remis en cause. La question n'est donc pas d'une prise de contrôle, encore que... Le groupe est mal en point, nul ne l'ignore. Les fautes répétées, quelquefois voisines du ridicule, du pâle héritier de son illustre père jettent un doute sur la pérennité de quelques-unes de ses activités. N'est pas François-Henri Pinault qui veut...

Rien n'empêche de penser qu'à terme, le groupe Lagardère ne soit obligé de se séparer de certains de ses bijoux pour pallier les lubies de son président. Et là, la vente d'un certain nombre d'entités, par appartement, intéresse visiblement à terme le Qatar. Au-delà, le groupe Lagardère possède une partie d'EADS, société dont il est inutile de souligner la dimension stratégique. La légèreté et l'amateurisme qui président aux destinées du groupe Lagardère, sorte de ventre mou de l'économie française, pourraient avoir à terme des conséquences tant économiques et sociales que politiques.

Au demeurant, on peut ou non être choqué que des éléments du patrimoine national, tels deux hôtels particuliers de la Place Vendôme et le fameux hôtel Lambert nous échappent, ce ne sont pas les seuls. Ce qui choque, à coup sûr, c'est la bienveillance, voire la participation active des autorités françaises et les liens de proximité, voire d'amitié - plus encore pour certains - entre l'émir du Qatar et des membres de l'entourage proche du supposé Président. En 2008, le gouvernement a fait adopter par le Parlement un statut fiscal spécial pour l'émirat, exorbitant du droit français. Lui étaient concédés des avantages que l'on n'avait jamais vus jusqu'alors. On murmure que c'est l'Élysée lui-même qui gère les rapports entre entreprises privées et autorités qataries. Nicolas Sarkozy, par l'intermédiaire de plusieurs de ses proches ne dédaigne pas de se mêler à ce type d'affaires fort éloignées de son domaine constitutionnel. Au reste, beaucoup de politiques français, de tous bords, entretiennent les meilleures relations du monde avec cet État moyenâgeux et un tantinet rapace.

Quelles sont les vraies raisons d'un tel traitement ? C'est là que le bât blesse. Entretien des relations de ce type avec cet État pose d'évidentes questions de moralité publique. Il est bien dommage que ce soit, une fois de plus, Marine Le Pen qui pose la question avec le sens de la nuance et la délicatesse qui la caractérise. Passons cela. Il est incompréhensible que des grands groupes nationaux soient aussi perméables à des influences étrangères plutôt mal venues. Des États comparables à la France ne se laissent pas ainsi dépouiller et veillent à ce que les fleurons de leur économie restent sous contrôle de nationaux.

Charles GUÉMÉNÉ

Moscou-Ankara

Tout les oppose. Une convergence d'intérêts les a rapprochés. Un renversement d'alliances pourrait se profiler demain par défaut d'Europe.

Les relations turco-russes ont connu ces dernières années une soudaine embellie avec les négociations sur le transport du gaz. Mais la Turquie n'est pas l'Ukraine. Le Premier ministre britannique, qui les voudrait toutes deux dans l'Union, a tracé là un parallèle qui a certainement irrité les Turcs. La Turquie n'est pas non plus la Russie. Les steppes de l'Anatolie ne se comparent pas à la Sibérie. La Turquie est seule de sa catégorie. Chaque enfant turc apprend à l'école de la république kémaliste que « *le Turc n'a pas d'autre ami que lui-même* ».

Aussi loin que l'on puisse remonter dans l'Histoire, Turcs et Russes sont des ennemis héréditaires. Mais comme l'étaient les Français et les Allemands. En 1922, Russes et Turcs auraient pu se réconcilier sur le dos de l'Europe : « *une Turquie désespérée, révoltée, hors la loi, pouvait être une alliée pour le bolchevisme. Une Turquie satisfaite, une Turquie rentrée en Europe, n'a pas plus d'attrait pour le bolchevisme que le bolchevisme n'a d'attrait pour elle* » (Jacques Bainville). Dans ma précédente chronique, considérant les options internationales offertes à Poutine, j'imaginai Moscou accueillir les déçus de l'euro, en premier lieu les frères grecs.

J'avais omis les Turcs dès lors qu'ils n'auraient pas définitivement pris leur parti de la fermeture des portes de l'Union européenne. Et pourtant si l'on y réfléchit, on ne voit pas ce qui interdirait à deux dirigeants aussi réalistes et op-

portunistes que Poutine et Erdogan (1) de sceller une sorte de **secret du roi** (2), une alliance qui ne peut pas s'avouer tant elle est contradictoire avec les autres engagements des deux parties, la Turquie dans l'Otan, la Russie anti-islamiste, mais qui n'existe pas moins solidement par nécessité historique.

Ainsi Ankara et Moscou s'opposent-ils actuellement sur la Syrie. Mais ils sont pratiquement du même côté sur l'Iran. Sur le Caucase, ils ont appris à composer, y compris sur l'Arménie. (3) Le commerce entre les deux pays est florissant. De Trébizonde à Istanbul, les Russes sont de retour. Pacifiquement. L'orthodoxie, qui refléurait en terre russe, ne serait pas opposée à reprendre la main sur le patriarcat œcuménique de Constantinople. On trouvera suffisamment de précédents historiques pour justifier cette entente, ne serait-ce que la relation qui s'était établie, après la chute de Constantinople (1453), entre le sultan Mahomet II et le patriarche Gennadios qu'il avait lui-même nommé.

Ce sultan devenu calife se voyait bien aussi le continuateur de l'Empire romain d'Orient, dit Empire byzantin, qui préférait les Turcs aux *Francs*, c'est-à-dire aux Latins auxquels, depuis le sac de 1204 (quatrième croisade), les Byzantins vouaient une haine éternelle. La tentative d'union des Églises approuvée par le concile de Florence (1439) avait introduit une division fatale parmi les orthodoxes entre unionistes (avec Rome) et an-

ti-unionistes (dirigés par le patriarche Gennadios).

L'exposition de *Byzance à Istanbul*, clou de la saison de la Turquie en France en 2009/2010, méprisée par Sarkozy, insistait particulièrement sur cet aspect des choses. Dans la perspective d'un rapprochement russo-turc, cette histoire redeviendrait capitale : la constitution d'un nouvel empire romain d'Orient, sous forme d'entente russo-turque, serait de nature à rivaliser avec l'empire romain d'Occident, capitale politique à Bruxelles, capitale religieuse à Rome, nouvel empire romain-germanique à la Charles Quint. Outre son attrait sur le sud-est européen, elle serait une force de médiation avec l'Iran, un élément de stabilisation pour l'Égypte et la Syrie, y compris pour les Chrétiens d'Orient plutôt nationalistes et anti-occidentaux dans ces contrées.

Elle serait détestée par Israël. Mais la recomposition et la stabilisation du Proche et du Moyen-Orient qui pourraient en résulter ne seraient peut-être pas autant défavorables à Israël sur le long terme. La rupture entre Jérusalem et Ankara en était la première étape, douloureuse mais nécessaire au processus.

Yves LA MARCK

(1) Erdogan est originaire de Rize, à mi-chemin entre Trébizonde et Batoum, sur la mer Noire, à la frontière de l'ex-URSS.

(2) Sous Louis XV conciliant l'alliance autrichienne et l'alliance polonaise.

(3) Loin de l'instrumentalisation électorale victimaire et communautariste à laquelle se sont livrés les deux principaux candidats à l'élection présidentielle française, cherchant d'ailleurs plus à capter les voix anti-turques (héritage de Villiers) que les suffrages des Français d'origine arménienne.

BRÈVES

◆ **TONGA** – C'est dans un hôpital de Hong Kong où il avait été transporté d'urgence que le roi George Tupou V est décédé à l'âge de 63 ans. Il était monté sur le trône en 2006 à la mort de son père. Son avènement avait été marqué par de violentes émeutes organisées par un mouvement réclamant une profonde réforme constitutionnelle. Les émeutiers avaient détruit la quasi-totalité du centre de la capitale Nukualofa et il avait fallu l'intervention de forces militaires australiennes et néo-zélandaises pour rétablir l'ordre. Pourtant, dès son accession au pouvoir, le roi s'était attaché à promouvoir des réformes visant à transformer le régime en une monarchie parlementaire. En novembre 2010 les premières élections législatives avaient fortement mobilisé les électeurs, avec une participation atteignant les 89 %. Le principal parti démocratique avait vu la majorité absolue lui échapper d'un seul siège. Saluant la mémoire du défunt, le Premier ministre de Nouvelle-Zélande, John Key, a déclaré : « *Il pensait que la monarchie était un instrument du changement et il peut vraiment être considéré comme l'architecte de la démocratisation au Tonga* ». Célibataire et sans enfant dynaste, c'est son plus jeune frère, âgé de 53 ans, qui lui succède sous le nom de Tupou VI.

◆ **LIECHTENSTEIN** – Proposé par des militants pro-démocratie, un référendum, visant à abolir le droit de veto que la Constitution reconnaît au prince souverain, vient d'être autorisé par le Parlement à la condition que soient réunies 1500 signatures parmi les 19 000 électeurs de la Principauté. Référendum qui a peu de chance d'approuver cette initiative car la Constitution actuelle avait été adoptée à une très large majorité (64 %) en 2003. Mais référendum, qui dans le cas contraire, pourrait provoquer une grave crise constitutionnelle, le prince héritier Alois ayant annoncé qu'il opposerait – comme il en a le droit – son veto au résultat.

◆ **BAHREÏN** – Répondant sans le nommer au Wefaq - principal parti chiite dans l'opposition – qui s'est déclaré prêt au dialogue avec le pouvoir, le roi Hamad Ben Issa Al-Khalifa s'est dit déterminé à poursuivre les réformes politiques, tout en préservant la souveraineté du pays : « *Nous renouvelons notre détermination à poursuivre les réformes et à satisfaire les aspirations du peuple (...) sans exclusive et sans faire valoir les intérêts d'une communauté sur une autre* » a déclaré le souverain. « *La porte du dialogue reste toujours ouverte* » a-t-il ajouté.

◆ **GRANDE-BRETAGNE** - Une trentaine de militants du mouvement *Republic*, qui fait campagne pour l'abolition de la monarchie, ont manifesté devant le palais de Westminster pendant que la reine Elizabeth prononçait son discours devant les deux Chambres du Parlement.

La résistance juive

Professeur et chercheur à l'Université hébraïque de Jérusalem, directeur du Centre international de recherche sur l'antisémitisme, Simon Epstein avait détruit dans ses deux précédents livres la légende d'une gauche tout uniment antinazie pendant l'Occupation. Dans un nouvel ouvrage, il dissipe l'illusion tenace de la passivité des Juifs face à l'antisémitisme dans l'entre-deux-guerres.

J'étais encore un enfant quand ma mère m'expliquait, avec la vigueur de l'acteur et du témoin de l'Histoire, que les Juifs n'avaient pas vu venir le danger et qu'ils s'étaient laissés emmener sans combattre. Rien ne méprisait dans ce qu'elle énonçait comme une évidence : pour elle, la rafle de cette population parfaitement paisible était une preuve supplémentaire de la barbarie allemande. Tel était le témoignage d'une femme qui avait passé sa jeunesse à Strasbourg, où vivait une importante communauté juive et où enseignait son père, spécialiste de littérature allemande et fin connaisseur de l'Europe centrale et orientale. Comme tant d'autres Français, elle aurait pu faire maintes observations sur le comportement des Juifs français, allemands, hongrois et roumains mais elle partageait la croyance commune sur la passivité juive.

Il faut donc reprendre toute l'histoire de ces années sombres, par exigence de véracité mais surtout par souci politique car il nous faut penser la résistance juive dans sa lucidité, sa cohérence et son courage mais aussi dans son échec et la dénégaration de son existence même. Simon Epstein nous fait découvrir ce passé ignoré ou refoulé en s'ins-

tallant dans l'année 1930, comme un voyageur cultivé et polyglotte qui aurait fait le tour de l'Europe à ce moment-là et qui observerait les nations et les peuples - tout particulièrement le peuple juif - sans rien savoir des évolutions et des convulsions ultérieures. (1)

En 1930, la Palestine est sous mandat britannique. On y compte 160 000 Juifs qui ont créé leurs partis et leur syndicat mais pas d'organisation étatique. Sur cette terre où les relations avec les Arabes sont tendues, le retour ardemment voulu par les sionistes n'est pas une perspective immédiate et concrète. Et comme les pays neufs des Amériques se ferment de plus en plus aux immigrants, la plupart des Juifs d'Europe sont assignés à leur résidence, telle qu'une histoire complexe et violente les y a portés.

Tous ont le souvenir des persécutions subies au cours de l'interminable Exil. Persécutions récurrentes qui viennent démentir les propos rassurants que l'on tient de manière non moins récurrente sur la disparition définitive de l'antijudaïsme et de l'antisémitisme. Les Juifs de 1930 éprouvent donc une inquiétude liée à leur histoire mais dont l'intensité varie selon les nations. En compagnie de Simon Epstein, le lecteur

s'émerveille de la vitalité de ces populations très diverses. Les Juifs parlent bien sûr les langues locales - le français, le russe, le roumain etc. - ainsi que le yiddish en Allemagne, en Russie, en Pologne et le judéo-espagnol en Grèce, en Bulgarie, en Yougoslavie...

Les professions exercées sont variées et les comportements sociaux et politiques plus encore. Les manières de vivre l'émancipation sont différentes, il y a des religieux et des athées, des révolutionnaires internationalistes et des sionistes, donc des partis juifs opposés et une presse non moins diversifiée. En Pologne, il y a un parti sioniste de droite et un autre de gauche, un parti socialiste juif (le célèbre Bund) et l'Agoudat Israël qui est un parti religieux. En Lituanie, la presse juive compte 18 titres, dont 4 en hébreu et 18 en yiddish. Ces divisions profondes n'empêchent pas le sentiment d'appartenance à une même communauté de destin. Il y a un peuple juif qui se reconnaît comme tel et qui est persécuté comme tel. Les militants sionistes n'ont pas tort de dire que, quel que soit leur degré d'assimilation et leurs arguments contre l'antisémitisme, les Juifs seront toujours menacés s'ils ne se donnent pas un État national.

Le problème, c'est que cet État n'existe pas en 1930 et qu'il faut affronter une persécution multiforme. En Union soviétique, les Juifs protégés de l'antisémitisme sont victimes de la lutte antireligieuse. En France, il y a une propagande antisémite mais elle n'est plus que l'écho très affaibli de l'hystérie antidreyfusarde. En Autriche, pas de violences physiques mais les dis-

cours antisémites des paramilitaires de la Heimwehr, provoquent une inquiétude somme toute normale puisque les nazis n'obtiennent que 3 % des suffrages. En Hongrie, il y a un antisémitisme d'État, de type maurrassien : depuis 1920, l'accès à l'université est restreint pour les minorités ethniques et les citoyens juifs n'ont droit qu'à 5 % des places - mais l'abolition de cette loi discriminatoire est annoncée en 1930 et l'antisémitisme est en net reflux.

C'est en Roumanie que la situation est angoissante au plus haut point. Il y a eu des émeutes antijuives en 1929 et un pogrome a lieu en février 1930 à Kishinev, dans un pays qui compte 760 000 Juifs soit 5 % de la population totale - et 40 % à Kishinev et dans d'autres villes. L'antisémitisme frénétique prend une forme militarisée avec Codreanu, chef de la Garde de fer, qui organise de violentes campagnes antijuives. Or Simon Epstein montre que les Juifs roumains, loin de se laisser faire, s'organisent en groupes d'autodéfense, rendent coup pour coup et bénéficient du soutien des grandes associations juives de France, d'Angleterre, des États-Unis.

La résistance juive est encore plus remarquable en Allemagne. Aux élections de 1928, le NSDAP n'est qu'un groupuscule qui a recueilli 2,6 % des voix mais les nazis progressent aux élections régionales, jusqu'à atteindre 11 % des suffrages en Thuringe aux élections de décembre 1929. Face à ce petit parti ouvertement raciste, les Juifs allemands ne sont pas surpris. Les profanations de sépultures et les actes de vandalisme contre les synagogues sont nombreux. Plus grave encore, « *les campagnes contre la shehita [abattage rituel] marquent un succès en janvier, quand le parlement bavarois vote son interdiction grâce à l'incompréhensible apport des voix sociales-démocrates, et en dépit des fortes protestations exprimées par la communauté juive locale* ».

Face à l'antisémitisme, la réaction est organisée depuis longtemps. À la vénérable *Union de défense contre l'antisémitisme* fondée en 1890 s'ajoutent l'*Association des anciens combattants juifs du front* vouée à la protection physique des Juifs et surtout l'*Union centrale des Juifs allemands*. Créée en 1893, le *Central Verein* est une organisation puissante (80 000 adhérents) qui agit avec méthode et intelligence sur l'opinion publique pour lui montrer que les nazis sont une menace pour l'Allemagne tout entière. En 1930, cette autodéfense n'est en rien

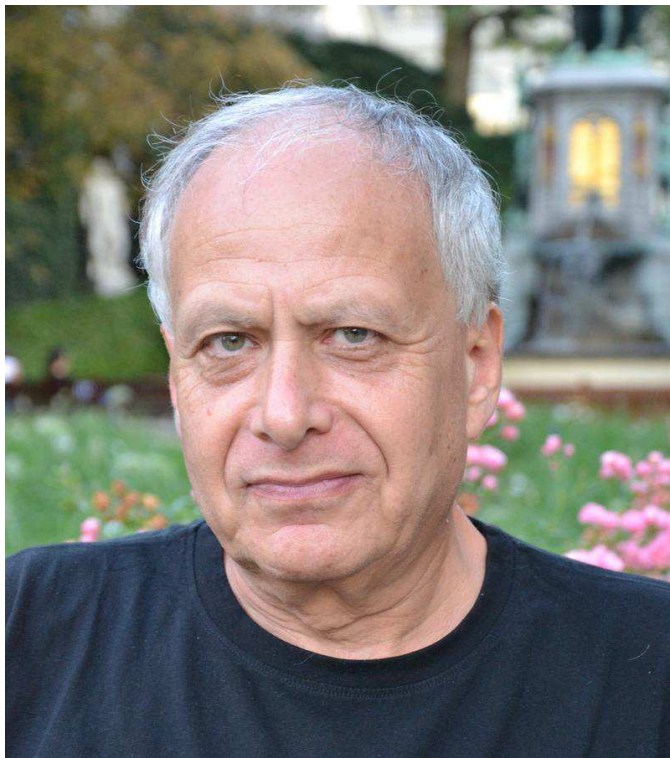
désespérée : la police n'est pas hostile aux Juifs qui peuvent invoquer la loi républicaine et qui sont soutenus par des citoyens et des partis non-juifs.

Cependant, comment oublier que tout est perdu si cet environnement protecteur et ces soutiens extérieurs viennent à manquer ? Cette catastrophe s'est produite dans l'Ukraine indépendante de 1918-1920 : les pogromistes, qui massacrent 60 000 Juifs, sont des soldats qui manœuvrent en toute liberté contre des civils. Les Juifs ukrainiens se défendent, ils reçoivent des

appuis du monde entier mais, sur le terrain, les militaires ont tout le temps et tous les moyens d'écraser la résistance. Lorsque les nazis prennent le pouvoir en Allemagne, c'est cette logique désespérante qui s'impose effroyablement : ce n'est pas l'autodéfense qui est efficace, c'est la protection assurée par des institutions et des organisations extérieures à la communauté juive. Mais cette vérité n'est pas bonne à dire dans l'Europe des années trente. Elle est même tellement insupportable qu'on la remplace par une contre-vérité : aveugles et lâches, les Juifs allemands seraient responsables de leur propre malheur !

Simon Epstein donne une explication complète de ce déni devenu croyance collective à partir de 1933. Il y a des causes secondaires : les sionistes reprochent aux Juifs allemands leur émancipation qui en fait des patriotes exemplaires ; les religieux n'apprécient pas du tout leur modernisme ; l'extrême gauche les accuse d'être des bourgeois - donc des complices du fascisme lié au Grand capital - et beaucoup ne voient pas que la puissance numérique acquise par les nazis leur donne la maîtrise totale de la rue... La cause principale de la négation de la résistance juive en Allemagne tient à la nécessité impérieuse de préparer la résistance à l'antisémitisme en France, en Pologne, en Roumanie...

Or la victoire des nazis montre que la propagande antiraciste ne sert à rien, que la solidarité internationale ne sert à rien, que les groupes d'autodéfense ne



servent à rien quant un parti antisémite se met à regrouper un million de membres. Et quand maints protecteurs des Juifs tombent dans l'antisémitisme comme on le verra en France sous l'Occupation, quand l'antisémitisme devient la doctrine officielle et la pratique du pouvoir politique, quand l'hystérie devient collective, les Juifs restent seuls devant leurs bourreaux. Dans quelque pays que ce soit, la minorité juive dépend de la bienveillance de la majorité des citoyens et de la protection des pouvoirs publics.

Pour ne pas avouer que le combat des Juifs allemands avait été perdu, on a raconté qu'il n'avait pas été mené - ce qui laissait intact l'espoir d'une victoire sur les antisémites en France et ailleurs.

La vérité historique rétablie par Simon Epstein détruit les illusions rétrospectives de la bonne conscience. Nous sommes tous renvoyés à notre fragilité personnelle et confrontés au risque d'un effondrement de l'État républicain qui priverait les citoyens des garanties - la justice et la police - indispensables à leur sûreté. Ces faiblesses possibles sont indiquées pour être surmontées. Au lieu de clamer le **plus jamais ça** qui n'a jamais rien empêché, il faut accomplir la tâche politique prioritaire qui consiste à défendre et à renforcer l'État de droit. Ce n'est ni spectaculaire ni gratifiant mais à tous égards salutaire.

Bertrand RENOUVIN

📖 (1) Simon Epstein - « *1930, une année dans l'histoire du peuple juif* », Stock, 2011, prix franco : 23 €. [Achat immédiat](#)

La culture selon Nicolas

Le sarkozysme culturel ? Rapprocher ces deux termes a-t-il un sens ? Malheureusement oui, et c'est loin d'être inoffensif. L'homme qui aime montrer sa montre se targue aussi de culture. Opération de décryptage en compagnie de Frédéric Martel.

Avec *Mainstream* (1), Frédéric Martel nous avait entraînés dans le monde fascinant de la culture globalisée, nous en présentant les principaux protagonistes et mettant en évidence les enjeux essentiels de ce que l'on a coutume d'appeler aujourd'hui le *soft power*. Le nouvel ouvrage qu'il nous propose pourrait paraître d'un genre très différent, cependant il n'est pas abusif d'y voir une sorte de complément. Le monde se restreint ici à la France et la France elle-même se ratatine à la sarkozie. Mais c'est de nous-mêmes et du destin de notre pays comme puissance culturelle dont il est ici question, car comme chacun le sait, en France, « *le Président, ce n'est pas rien* »...

Cette fois, Frédéric Martel (2) nous plonge dans un bien étrange univers. L'oubli de la négation dans le titre même du livre est déjà une indication, un clin d'oeil à cette très mauvaise manie de notre président de systématiquement maltraiter la langue française. Est-ce là le reflet de sa culture ? Oui et non. Si durant la première partie de son quinquennat, Nicolas Sarkozy s'est complu dans le rôle du beauf inculte méprisant toute réflexion intellectuelle et n'hésitant pas à insulter ceux qui lui en faisaient le reproche, dans un second temps - influence décisive de Carla Bruni ? - le Président s'est révélé soudainement un amateur éclairé de la plus haute culture.

Où est le vrai Sarkozy ? Comme le montre avec pertinence Frédéric Martel, il ne s'agit dans l'un et l'autre cas que de postures. Nicolas Sarkozy a une vision utilitaire de la culture, il n'y prend aucun plaisir et ne la voit que comme un capital qu'il doit faire fructifier afin de satisfaire sa passion du pouvoir. Les intérêts du moment priment sur toute vision à long terme, et c'est sans doute pour cela qu'aucun projet culturel d'envergure n'a pu être mené à terme au cours de ce quinquennat. Qui plus est, de médiocres querelles d'ego, alliées à des perceptions archaïques de la culture et de la diplomatie, ont conduit notre réseau culturel extérieur à la déshérence et révélé notre absolue incapacité à développer une stratégie de *soft power*. Ce qui, à terme, pourrait bien se révéler tout à fait dramatique.

Le Président n'est pas tout seul, un petit monde l'entoure, toujours prêt à servir, et plus encore à se servir. Avec une subjectivité de bon aloi, Frédéric Martel nous dresse une série de croquis tout à fait fascinants, où se bousculent hommes et femmes d'influence, toujours en situation... de courtisans récompensés ou éconduits. Et les dessins sont de première main, car l'auteur a rencontré tous les protagonistes de ce théâtre, scène et coulisses. Certains portraits sont d'une réjouissante méchanceté, mais d'autres ne sont pas exempts

d'une certaine tendresse. On sait gré à l'auteur de ce balancement équilibré, il renforce son pouvoir de conviction. Ni excès, ni complaisance, un petit monde se révèle à nous, avec ses ambitions, ses marottes, ses médiocrités, ses impostures, mais très souvent aussi, son talent, son imagination, son savoir-faire.

On voit ainsi, qu'en matière de communication, Nicolas Sarkozy a su s'entourer des meilleurs. La culture n'est justement qu'une munition parmi d'autres, destinée à nourrir cette communication tout entière tournée vers le pouvoir (le conserver tout en prétendant le reconquérir). C'est une assez formidable machine de guerre qui nous est ici présentée, une machine qui semble impeccablement huilée et prête à intervenir pour défendre son champion. Et il est à craindre que dans cette campagne présidentielle commençaute, nous n'ayons encore rien vu. Mais, ne désespérons pas, quelque petit grain de sable pourrait bien venir gripper les magnifiques rouages de la machine communicationnelle.

Patrick PIERRAN

📖 (1) Frédéric Martel - « *Mainstream* », prix franco : 24,50 €. ➔ [Achat immédiat](#)

Voir [Royaliste n° 979](#).
📖 (2) Frédéric Martel - « *J'aime pas le sarkozysme culturel* », Flammarion, prix franco : 13 €. ➔ [Achat immédiat](#)

📖 Un blog, régulièrement actualisé, complète le livre : www.sarkozysmeculturel.com

♦ A Paris, chaque mercredi, nous accueillons nos sympathisants dans nos locaux (17, rue des Petits-Champs, Paris 1^{er}, 4^e étage) pour un débat avec un conférencier, personnalité politique ou écrivain.

♦ La conférence commence à 20 heures très précises.

♦ **Mercredi 4 avril - Marie-Thérèse de France**, c'est l'orpheline de la prison du Temple, la fille de Louis XVI et de Marie-Antoinette, la sœur de Louis XVII. Libérée en 1795, elle devient la figure vivante du martyre car le sort tragique de la famille royale provoque une resacralisation de la royauté dans une partie de l'opinion.

Agrégée d'histoire, docteur en histoire et chercheur associé à l'École nationale des chartes, **Hélène BECQUET** vient de publier la biographie de celle qui devint duchesse d'Angoulême et dauphine de France à l'avènement de Charles X. Contrainte à l'exil par la Révolution de 1830, elle devient face à la monarchie tricolore « **La contre-révolution sanctifiée** » qui meurt avant la fin du XIX^e siècle pour laisser la place à de nouvelles formes de fidélité royaliste. L'ouvrage d'Hélène Becquet éclaire magistralement l'une des formes de la survivance de l'Ancien Régime dans une France qui tente d'instaurer la monarchie parlementaire.

♦ **Mercredi 11 avril** - Professeur de sciences politiques, **Jacques ROLLET** a enseigné à Sciences-Po, à l'Institut catholique de Paris et à l'université de Rouen. Il est engagé dans l'Alliance centriste. Son dernier ouvrage, commenté par Gérard Leclerc (*Royaliste* n° 1008), souligne la contradiction qui existe à ses yeux entre la dénonciation du libéralisme économique et l'exaltation de la liberté des mœurs. Pour éclairer ce point, Jacques Rollet s'interroge sur « **Le libéralisme et ses ennemis** ». Après avoir exposé la pensée économique libérale telle que l'expriment Adam Smith et Hayek, il procède à un examen critique de la pensée antilibérale de Carl Schmitt et à une analyse de l'héritage de la Révolution française avant de présenter la doctrine sociale de l'Église catholique.

Ces études et ces prises de position solidement argumentées nous permettront d'engager avec notre invité un débat de fond sur des doctrines libérales que nous recevons et interprétons autrement puisque la Nouvelle Action royaliste se réclame du libéralisme politique et récuse la théorie et la pratique du libéralisme économique.

Le cercle de Pouchkine

Admirable traducteur de Dostoïevski, Gogol et Tchekhov, André Markowicz présente les œuvres des poètes russes de la génération romantique. Celle-ci est illuminée par le **Soleil d'Alexandre** qui *luisait pour tous*, dira Ossip Mandelstam, poète mort en déportation comme tant d'autres qui appartenaient, cent ans plus tôt, au cercle de Pouchkine. (1) Est-il besoin de dire que ce soleil continue de briller pour tous les Russes et russophones, sans avoir jamais décliné à l'époque soviétique ? Pour évoquer la pensée et l'art poétiques de cette génération, il faut avoir une bonne connaissance de la langue russe - et c'est bien ce désir que fait naître ou renaître André Markowicz par la beauté de ses propres traductions, celles de Pouchkine, de Lermontov et de nombreux autres qui n'avaient jamais été traduits en français.

Tous sont désignés comme romantiques mais, proches de la France, ils sont loin des romantiques français. Comme Alexandre Pouchkine, les jeunes poètes russes ont presque tous une destinée tragique - celle d'une génération brisée par la révolution manquée du 14 décembre 1825. Contre le servage et l'absolutisme, les Décembristes voulaient une Constitution comme garantie d'une liberté que la Russie n'avait jamais connue. Sous l'égide de Nicolas I^{er}, la répression fut impitoyable et les écrivains russes se trouvèrent constamment exposés à la police du Tsar, à la surveillance de l'Église et aux ciseaux de la censure. Pouchkine n'est pas épargné. Avant Décembre, il a été assigné à résidence dans son domaine de Mikhaïlovskoïe pour avoir écrit dans une correspondance privée qu'il préférerait Goethe et Shakespeare au Saint-Esprit. Prévenu de la tentative révolutionnaire, il quitte sa propriété en secret pour se rendre à Saint-Petersbourg mais un mauvais pressentiment lui fait rebrousser chemin et il échappe à la mort. Il est déjà et demeure jusqu'à la fin de sa vie le poète de la liberté, constamment exposé à la surveillance du Tsar qui vit dans la hantise de toute pensée dissidente.

« Le poète est partout persécuté, / Mais en Russie son destin est le pire : / Ryléïev était né pour la beauté, / Mais le jeune homme aimait la liberté... / La potence a brisé sa vie martyre ». L'auteur de ces vers est un ami de jeunesse de Pouchkine, Wilhelm Küchelbecker, qui se bat avec héroïsme le 14 décembre sur la place du Sénat, se voit condamné à vingt ans de bague pour récidive et meurt dans son exil sibérien en 1846. Kondraty Ryléïev est officier, poète et révolutionnaire ; condamné à mort pour avoir été l'un des organisateurs du coup d'État, il est pendu en 1826. Gavriil Batenkov, qui n'était pas à Saint-Petersbourg le 14 décembre, se désigne follement comme chef du mouvement ; ce qui lui vaut vingt années de prison dans l'isolement total, pendant lesquelles il compose son poème *L'En-sauvagé* qui inspirera Dostoïevski. Alexandre Griboïedov est censuré pour avoir écrit *Du malheur d'avoir de l'esprit*. Emprisonné après le coup d'État, il est relaxé mais nommé,



très loin de la capitale, ambassadeur à Téhéran : en 1829, il meurt déshonoré par des fanatiques qui ont envahi l'ambassade. Auteur d'*Un héros de notre temps*, célèbre roman (2) publié de son vivant, Mikhaïl Lermontov est arrêté pour avoir dédié un poème à la gloire de Pouchkine qui vient de mourir. Envoyé dans un régiment qui combat dans le Caucase, il est tué dans un duel - comme l'auteur d'*Eugène Onéguine*.

Pouchkine vit constamment sous l'œil paranoïaque du despote. Tout jeune, il se lie aux milieux révolutionnaires et compose en 1817 son ode *La liberté* qui est recopiée comme beaucoup plus tard les textes du samizdat. Le poète déjà vénéré de *Rouslan et Lioudmila* (1820) subit un premier éloignement cette année-là, puis l'assignation à résidence déjà évoquée. Ramené à Moscou sur ordre de Nicolas I^{er} et apparemment pardonné, il est placé sous le contrôle direct du chef de la police politique. Lorsque le Tsar lui a demandé ce qu'il aurait fait s'il était venu à Saint-Petersbourg le 14 décembre, il a eu le front de répondre : « *Je me serais trouvé sur la place du Sénat avec mes camarades* ». Qu'on n'imagine pas un anarchiste fiévreux. Pouchkine est un patriote russe qui part soudain combattre les Tchétchènes et les Tcherkesses dans le Caucase après avoir écrit *Poltava*, poème à la gloire de l'Empire - dont les brouillons sont couverts de dessins représentant les pendus de 1826. La Russie lui est aussi essentielle que la liberté. De fait, en 1830, il est encore soupçonné de menées révolutionnaires. Il épouse Natalia en 1831 mais André Markowicz note que « *se marier pour construire sa Maison est, en Russie, voué à l'échec, parce que personne ne peut avoir de vie indépendante, personne ne peut, d'aucune façon, échapper à l'État* ». Humilié par le Tsar, qui lui donne une fonction d'ordinaire attribué aux adolescents de la noblesse, censuré pour *Le Cavalier de bronze* - poème consacré à Pierre le Grand - il est astreint à la vie de cour et aux intrigues qui aboutiront au duel funeste du 27 janvier 1837.

Dès que la nouvelle de la mort du poète se répand, des dizaines de milliers de personnes se rassemblent spontanément, alors que la plupart ne savent pas lire. La police interdit les hommages à Pouchkine, qui est enterré en secret. La précaution est aussi basse qu'inutile : par dizaines de milliers, circulent les copies du poème écrit par Mikhaïl Lermontov, alors inconnu, qui le complète lorsqu'il apprend dans quel climat le duel s'est déroulé. Est fustigée « *l'arrogante foule/ que l'infamie des pères couvre d'or* » mais qui devra comparaître devant « *le Dieu de Justice* » : « *Mentez encor, vous subirez Sa loi ; / Vous ne laverez pas de votre sang immonde / Le sang du poète au cœur droit* ».

Pris de fureur à la lecture de ces vers, Nicolas I^{er} ordonna que son auteur soit soumis à une expertise psychiatrique - déjà ! Mikhaïl Lermontov ne fut pas déclaré fou mais jeté en prison, chassé de la Garde, puis envoyé au Caucase comme simple soldat... Aucune puissance, aucune procédure de mise à mort immédiate ou différée n'a pu empêcher, sous les tsars comme au temps du communisme, que Pouchkine soit l'esprit même de la Russie - comme les écrivains et les poètes qui vivront, après lui, dans sa lumière.

Yves LANDEVENNEC

📖 (1) André Markowicz - « *Le soleil d'Alexandre - Le cercle de Pouchkine, 1802-1841* », Actes Sud, 2011, prix franco : 29 €. [Achat immédiat](#)

📖 (2) Mikhaïl Lermontov - « *Un héros de notre temps* », Gallimard, Folio bilingue, 2007, prix franco : 14 €. [Achat immédiat](#)

31^e Congrès de la Nouvelle Action royaliste

Nous publions ici les textes qui ont été adoptés lors du 31^e Congrès de la NAR qui s'est tenu à Paris les 17 et 18 mars dernier. Ces textes sont également disponibles sur notre site internet <http://www.narinfo.fr.st>

Déclaration de politique générale

Près de cinq ans après l'éclatement de la crise financière aux États-Unis, le gouvernement américain et les gouvernements d'Europe de l'Ouest n'ont entrepris aucune action décisive pour remédier à une crise manifestement systémique, faute de comprendre ses causes premières, faute de vouloir s'opposer aux financiers qui tirent d'immenses profits du libre échange et de la circulation incontrôlée des capitaux.

A l'intérieur de la zone euro, la crise a pris une intensité toute particulière, marquée par le défaut partiel de la Grèce et par les menaces grandissantes qui pèsent sur le Portugal, l'Espagne, l'Irlande et l'Italie. Les allocations massives de liquidités consenties aux banques par la Banque centrale européenne n'offrent qu'un court répit avant la disparition d'une « monnaie unique » condamnée dès sa conception. La thérapie de choc imposée à la Grèce et les mesures d'austérité croissante qui sont prises par d'autres gouvernements européens ne régleront pas la crise des dettes publiques mais sont en train

de provoquer des phénomènes de récession qui risquent de se conjuguer en une véritable dépression. Comme par le passé, la politique de déflation provoquera une aggravation du chômage, de la misère et, sous différentes formes, la révolte sociale.

Partout, les désastres sociaux, économiques et écologiques condamnent l'ultra-libéralisme que les oligarchies s'obstinent à promouvoir.

En France, pendant cinq ans, on a tenté de faire croire, par maintes agitations sur la scène internationale, que la crise serait maîtrisée et que l'euro serait sauvé par l'effet conjoint de l'action d'un homme et de « réformes » permettant de retrouver puissance et dynamisme. Il ne s'agissait que d'effets d'annonce. Tout au long de ce quinquennat, la Nouvelle Action royaliste a dénoncé l'instauration d'une autocratie brouillonnerie, le renforcement des oligarchies, la puissance des banquiers, la destruction méthodique de l'administration centrale, le mépris de l'autorité judiciaire, la xénophobie d'État et, sur le

plan international, le retour dans l'Otan, l'enlèvement sanglant en Afghanistan et l'alignement sur l'Allemagne qui est inscrit dans la lettre des nouveaux traités conçus à Berlin.

Sans égard pour les promesses faites par le candidat sortant, la Nouvelle Action royaliste réaffirme la nécessité de :

- sortir de l'euro et de dévaluer notre monnaie nationale,

- mettre fin à la libre circulation des capitaux pour casser la spéculation,

- nationaliser le crédit,

- établir un protectionnisme européen.

La Nouvelle Action royaliste demande l'organisation d'un référendum portant sur l'appartenance de la France à la zone euro et sur la ratification du nouveau traité européen afin que les questions relatives à la souveraineté française soient clairement posées et tranchées par le peuple souverain.

Dans le domaine de l'énergie, la Nouvelle Action royaliste propose la remise en place d'une po-

litique organisée et régulée, tant de la production que de la distribution, par une agence nationale de l'énergie.

Dans le domaine de la politique étrangère et de défense, il est urgent de quitter l'Otan et d'organiser le départ des troupes françaises d'Afghanistan dans le cadre d'une nouvelle politique de présence française en Asie centrale.

Dans le souci primordial de restaurer l'État dans son indépendance et sa dignité, la Nouvelle Action royaliste confirme son rejet de Nicolas Sarkozy et appelle à en délivrer la France. Elle s'oppose, non moins fermement à la propagande xénophobe de Marine Le Pen qui nie la tradition nationale du droit du sol et qui viole, par ses diatribes antimusulmanes, la lettre et l'esprit de la loi sur la laïcité.

Pour le premier tour de l'élection présidentielle, la Nouvelle Action royaliste appelle à voter pour Nicolas Dupont-Aignan, proche de ses positions sur les questions institutionnelles et européennes.

Les institutions face à la contestation de la démocratie représentative

Définie comme souci de l'intérêt général affirmé par la loi selon les principes de liberté, d'égalité et de fraternité, mais aussi comme Bien commun selon les principes fondamentaux de notre Bloc de constitutionnalité, la République en France est menacée de destruction : autour d'un chef de clan égocentrique, les intérêts privés prédominent et la loi leur est adaptée. Le gouvernement démocratique de la nation est dominé par l'oligarchie, soumis aux décisions de la Commission et de la Banque centrale européennes, et la représentation nationale joue un rôle de plus en plus réduit. La souveraineté populaire, constamment caricaturée par les sondages, est délibérément ignorée après avoir été violée par la substitution du Traité de Lisbonne au Traité constitutionnel de 2005 dont les dispositions avaient pourtant été rejetées par une majorité de Français.

Cette tutelle autoritaire s'exerce également sur plusieurs de nos voisins européens, qui se voient imposer des gouvernements de technocrates. Face à la violence croissante exercée par les organisations économiques et monétaires, le mouvement des Indignés qui s'est développé au Portugal, en Espagne et en Grèce

a suscité un vaste courant de sympathie mais il n'a pas pu bouleverser ni même modifier les rapports de force politiques et sociaux. Il peut ressurgir, y compris en France, comme expression momentanée d'une très ancienne revendication de démocratie directe au travers des programmes de différentes formations politiques :

- on théorise une insurrection populaire qui manifesterait la volonté du peuple mais qui n'aboutirait pas à la création d'un système institutionnel ;

- on exalte le rôle révolutionnaire de comités élus et d'assemblées populaires qui exerceraient localement le pouvoir dans une spontanéité qui masque toujours la dictature de minorités activistes ;

- on refuse de constater que les révolutions des années quatre-vingt-dix à l'est de l'Europe ont abouti, selon la volonté des peuples, à l'organisation de démocraties représentatives et, dans de nombreux cas, au choix de régimes semi-présidentiels.

Par ailleurs, on préconise parfois la désignation de comités d'experts qui prendraient en charge certaines questions, surtout celles relatives à l'écologie, en affectant

de croire que les experts sont nécessairement indépendants des groupes de pression et sans jamais prendre en considération l'ensemble des enjeux politiques.

La Nouvelle Action royaliste participe aux actions des citoyens décidés à sauver la République et à préserver le principe de la séparation des pouvoirs, délibérément ignoré depuis 2007. Elle veut rétablir la fonction arbitrale du chef de l'État, les pouvoirs du Gouvernement et ceux du Parlement. Elle rappelle que cette fonction arbitrale est exercée pour le bien de tous dans les monarchies royales qui garantissent la démocratie et l'unité nationale dans plusieurs nations du sud au nord de l'Europe.

Attachée au principe de la démocratie représentative dans un cadre bicaméral, la Nouvelle Action royaliste ne conçoit pas cette démocratie représentative sans partis politiques et souhaite que chaque formation retrouve le sens profond de sa tradition politique.

Elle rappelle son opposition constante au cumul des mandats, tant en nombre qu'en durée, et demande qu'en cas de condamnation pénale un système efficace d'inéligibilité soit mis en place.

Pour l'élection présidentielle, elle prône l'instauration d'un mécanisme de parrainage associant directement les citoyens.

Elle propose une réforme de la représentation nationale qui consisterait à élire le Sénat à la proportionnelle intégrale au suffrage direct.

Pour en finir avec les illusions d'une « démocratie d'opinion » fondée sur les pratiques douteuses de sondages, elle demande la création d'un Institut national des études d'opinion dont la direction sera confiée à des scientifiques.

Elle demande l'organisation d'un référendum portant sur l'appartenance de la France à la zone euro et sur la ratification du nouveau traité européen afin que les questions relatives à la souveraineté française soient clairement posées et tranchées par le peuple souverain.

Dans le cadre de la planification indicative des objectifs et des moyens de la Nation, elle souhaite que la participation des citoyens soit assurée au moyen de commissions de modernisation réunissant les organisations syndicales et patronales, et des associations représentatives.

Politiques de l'énergie

Les questions liées à l'énergie, sa production et son utilisation sont devenues essentielles, tant au plan économique que social et environnemental.

La Nouvelle Action royaliste constate que :

- La regrettable et dangereuse dérégulation, la mise en concurrence de ce secteur stratégique, le mouvement de privatisation – qui relève plus d'une mise à l'encan – et de libéralisation du marché constituent des menaces sérieuses.

- Le « Grenelle de l'Environnement » et ses travaux préparatoires pouvaient mettre la France sur la voie d'une gestion intelligente de son environnement mais les renonciations et les dérogations l'ont vidé de son contenu et de ses effets.

- L'évolution actuelle vers la fin de l'exploitation facile du pétrole a poussé à la diversification des sources (nucléaire, énergies renouvelables, biocarburants...), mais en maintenant les contraintes de coût et de production. Dans la mesure où la production très bon marché se fait plus rare, une façon de maintenir ces coûts est de réduire les efforts dans la sécurité des installations, dans la distribution, dans la lutte contre la pollution etc. Ce n'est pas en soi

le type d'énergie qui pose problème, c'est la stratégie financière qui exige des rendements élevés et les obtient par le renvoi vers la société des coûts induits.

- Le productivisme et la pollution, qui en est une des conséquences, sont directement issus du faible coût artificiel de l'énergie. À l'heure actuelle ils sont en train d'échapper à toute régulation. Ils font que le système n'est plus viable à terme et devient dangereux tant pour la société que pour l'environnement.

- La société de consommation en milieu urbanisé dépend pour sa survie d'un apport d'énergie abondant et ininterrompu. Devenue incapable d'autonomie ou de régulation de sa consommation d'énergie, toute limitation dans son approvisionnement quelle qu'en soit la raison (pénurie, coût, catastrophe naturelle) bloque le fonctionnement de la société et aboutit à des accidents économiques, écologiques et humanitaires majeurs. Il est essentiel de préparer une transition énergétique.

- Toutes les sources d'énergie présentent des effets négatifs dans des domaines différents (santé, environnement, utilisation de l'espace) et se révèlent dangereuses du fait de la dérégulation. Au-delà du type d'énergie, il faut

reconsidérer les systèmes de production qui doivent être réglementés et la consommation qui doit être régulée.

La Nouvelle Action royaliste propose :

- Dans le cadre du volet environnemental de son projet de réforme fiscale globale, l'application d'une taxation spécifique, notamment aux frontières, visant à alourdir le coût de produits venus de l'extérieur de l'Europe et dont la production et l'acheminement sont en contradiction avec notre modèle social et environnemental.

- La réglementation de la production et de la distribution de l'énergie par la création d'une agence nationale de l'énergie qui aura pour tâches :

- ♦ Au plan industriel, de prendre en charge toutes les grandes centrales de production d'énergie (nucléaires, thermiques, solaires, grands barrages, champs d'éoliennes...) dont la dangerosité potentielle exige une surveillance et un entretien constants.

- ♦ D'être responsable de toute la filière, de la production à la commercialisation (sans sous-traitance) ; de la construction de centrales futures, de leur sécurité, du recyclage des combustibles, de la remise en état du territoire après démolition des anciennes centrales, etc.

- ♦ De soutenir l'émergence d'un secteur de PME destiné à exploiter des sources exclusivement renouvelables de faible puissance réparties sur tout le territoire.

- ♦ De mettre en place un tarif progressif de l'énergie domestique.

- Une politique active d'économie d'énergies dans les transports (report modal), le bâti, l'urbanisme...

- Une politique de réduction de la pollution en particulier en secteur urbain visant à :

- ♦ Favoriser les transports en commun non polluants (électriques).

- ♦ Taxer très fortement les véhicules polluants, et aider la production de véhicules à carburants propres (électriques, hydrogène).

- ♦ Réduire les émissions de CO₂, cause de réchauffement climatique, de microparticules et d'ozone tant au plan national qu'international.

Mais aucune politique de l'énergie ne sera réellement efficace tant que le fonctionnement ultra-libéral de l'économie mondiale ne sera pas remis en cause. La Nouvelle Action royaliste milite donc à son niveau pour que cette condition soit comprise par la société et mise en œuvre via les sommets mondiaux de l'environnement et les agences internationales des Nations unies.

Défendre l'Asie centrale

Régis Debray a raison de souligner « *l'inquiétant oublié du monde* » (1). On s'accommode de la diplomatie du candidat sortant : *désastreuse banalité* » de l'atlantisme, de l'europhobie, de l'ethnisme, de l'urgentisme. Si François Hollande est élu, on risque de rester sur la même pente mais en montrant sa différence par un retrait d'Afghanistan avant la fin de l'année. Tout de même : « *qu'il ait fallu dix ans à nos socialistes pour prendre leurs distances envers l'occupation militaire de l'Afghanistan, où l'inepte le dispute à l'inique, n'est pas de bon augure* ». Nous souscrivons d'autant plus fermement aux propos de Régis Debray que nous nous sommes opposés dès le début à la participation française à cette guerre conçue et menée de manière imbécile par les Américains et perdue par les Américains dont nos soldats sont devenus les suppléants. (2)

Il faut donc partir vite, très vite, d'Afghanistan. Mais pas n'importe comment. Le retrait des troupes françaises, admirables dans cette épreuve, ne doit pas être un adieu à l'Asie centrale. Au contraire. Une nouvelle diplomatie, libérée de l'atlantisme et de l'urgentisme, se débarrassant de la fiction du *pilier européen de l'Otan* et de la doctrine américaine de la guerre, peut et doit se fixer de nouveaux objectifs à la dimension de l'Europe continentale et des menaces qui pèsent sur ses nations. D'est en ouest, toute l'Europe est exposée aux ravages de la drogue et aux menées islamistes. Si nous voulons, hors de toute démagogie, mener la guerre contre les trafiquants et résister à la

subversion islamiste, nous devons avoir une claire vision géopolitique des enjeux.

À de nombreuses reprises, nous avons insisté sur l'importance décisive de l'Asie centrale et sur le nouveau *Grand jeu* qui oppose les grandes puissances dans cette région longtemps restée sous tutelle russe puis soviétique. Nous avons beaucoup travaillé, beaucoup consulté. Et nous sommes heureux de voir que le colonel Ca-



gnat ouvre de nouvelles perspectives. Dans trois articles (3), cet excellent connaisseur de l'Asie centrale montre comment l'Armée française peut se redéployer, avec l'accord des États de la région, pour accomplir de nouvelles missions. Lesquelles ?

L'échec politique et militaire des Américains en Afghanistan va maintenir ce pays en état de guerre et d'anarchie pendant de très nombreuses années. Les récentes infiltrations de groupes islamistes armés sur le territoire d'États voisins fait peser un risque plus grand que certaines jeunes républiques (Kirghizstan, Tadjikistan) sont politiquement fragiles. Ces risques sont d'autant plus sérieux que les puissances

mafias de la drogue qui s'approvisionnent en Afghanistan peuvent accroître l'instabilité - par exemple en attisant les rivalités ethniques - afin de commercer plus librement sur l'ancienne route de la soie devenue route de la drogue. Comme ces mafias qui alimentent les villes européennes sont liées aux islamistes, Paris, Londres, Madrid et Moscou sont confrontés aux mêmes périls. Les analyses précises de René Cagnat montrent que nous pouvons et devons coopérer avec les gouvernements centre-asiatiques et avec l'armée russe pour empêcher une *afghanisation* de l'Asie centrale et pour briser les mafias. Cette action doit être menée à la frontière afghane, le long de la rivière Piandj.

Les articles du colonel Cagnat doivent être étudiés par les candidats qui veulent en finir avec les dérives sarkozystes. Nous ajoutons pour notre part que l'action diplomatique et militaire de la France gagnerait en cohérence et en crédibilité si le futur gouvernement français décidait de quitter définitivement l'Otan, de renforcer les moyens de notre Armée en hommes et en matériels et de développer la coopération économique au sein de la grande Europe (4) afin que la France soit en mesure de mener, avec la Russie et les autres nations européennes, sa mission de protection du continent.

Bertrand RENOUVIN

(1) *Le Monde*, 15 mars 2012.

(2) Cf. sur mon blog ma chronique du 17 janvier 2011 : « Sortir de la guerre américaine » : <http://www.bertrand-renouvin.fr/?p=2902>

(3) *Revue de Défense nationale*, janvier, février, mars 2012. Les articles peuvent être consultés sur le site *Theatrum belli* : <http://www.theatrum-belli.com/archive/2012/02/04/opinion-afghanistan-danger-de-mort-1-2.html>

(4) Cf. nos propositions sur la politique de *défense nationale* et l'organisation d'une *confédération européenne* sur notre site internet.